

Questions orales

Si le député veut bien m'envoyer copie du télex qu'il prétend avoir, j'étudierai certainement la situation. En ce qui me concerne, toute personne ayant accès à ces zones doit avoir fait l'objet d'une enquête ou être accompagnée par une personne autorisée.

Comme la vérification peut prendre plus de 24 heures, les nouveaux employés peuvent être appelés à pénétrer dans des zones contrôlées, mais accompagnés par une personne autorisée.

C'est peut-être ce que l'on proposait dans le cas mentionné par le député. Si ce n'est pas cela, je vérifierai, mais il aurait été préférable de me prévenir de cette question plutôt que d'essayer de me prendre en défaut pendant la période des questions.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT**LE MANQUE DE LOGEMENTS À PRIX ABORDABLE À TORONTO**

M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La région métropolitaine de Toronto est devenue un endroit où les travailleurs à faible ou moyen revenu trouvent facilement du travail, mais ne trouvent pratiquement pas de logement abordable.

Le salarié moyen ne peut pas acheter une maison coûtant plus de 135 000 \$, alors que le mois dernier le prix moyen d'une maison dans la région métropolitaine de Toronto était de 186 000 \$. Bien des familles doivent consacrer 40 p. 100 ou plus de leur revenu au logement.

Quel espoir le ministre peut-il donner à ces gens et quels renseignements peut-il donner à la Chambre en ce qui concerne la prévention d'une crise?

L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, je remercie le député de son intérêt constant pour les questions de logement à Toronto et dans tout le Canada.

Au cours des trois dernières années, le nombre des mises en chantier a atteint des chiffres records, tant à Toronto que dans le reste du Canada. Tous les fonds de mon portefeuille, soit 1,5 milliard, sont consacrés aux besoins des plus nécessiteux. L'an dernier, à Toronto, nous avons construit 4 500 nouveaux logements. Dans l'ensemble du Canada c'est 55 000 logements qui ont été construits ou rénovés pour les plus nécessiteux.

La province a dit également qu'elle était très intéressée et elle a l'obligation de répondre. Nous avons hâte de voir ce qu'elle va proposer qui permettrait la collaboration avec le gouvernement fédéral.

* * *

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL**L'EST DE MONTRÉAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de

l'Expansion industrielle régionale concernant, justement, le développement régional.

Nous savons, par sa réponse à mon collègue de Shefford, qu'on peut féliciter les gens de Matane car j'ai l'impression qu'ils ont gagné mais, malheureusement, ces gens-là sont obligés de dépenser de l'argent pour venir quémander. Ce n'est pas parce que le gouvernement conservateur voulait les aider, mais c'est tout simplement parce que les gens de Matane l'ont forcé.

Mais là les gens de l'est de Montréal veulent savoir combien de temps ils vont attendre. Cela fait trois ans que le gouvernement conservateur se traîne les pieds dans ce dossier-là. Ce matin, la Ville de Montréal annonçait son action pour relancer l'économie de l'est de Montréal et j'aimerais savoir du ministre de l'Expansion économique régionale: Qu'est-ce qu'il va faire pour relancer l'économie de l'est de Montréal? Est-il prêt à donner la réponse au rapport CREM, le rapport de M. Pichette? Cela fait deux semaines que le ministre a ce dossier-là entre les mains et qu'on attend sa réponse.

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, il me semble que ça a pris beaucoup moins de temps au gouvernement précédent de mettre la hache dans l'est de Montréal que ça peut en prendre pour redonner à cette économie une vitalité, comme nous l'avons fait au cours des trois dernières années. Lorsque nous regardons le nombre d'emplois créés dans la région de Montréal, on voit que c'est une des régions où le nombre d'emplois a augmenté le plus rapidement à travers le pays.

Alors, j'aimerais bien que mon honorable collègue consulte un peu ses statistiques et s'en tienne un peu aux faits lorsqu'il pose ses questions. Au moins cela pourrait être plus facile d'y répondre d'une façon intelligente.

L'ÉTABLISSEMENT D'UNE POLITIQUE PRÉFÉRENTIELLE D'ACHAT EN MATIÈRE DE TRANSPORT FERROVIAIRE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, l'employé de la Vickers avait raison: Le ministre ne se traîne pas les pieds, il a les deux pieds dans la même bottine.

Sa réponse prouve clairement qu'il n'a pas lu le rapport du CREM. Dans l'est de Montréal, le taux de chômage est à 12 p. 100. Il n'a pas diminué depuis trois ans. Alors, le député et ministre devrait lire le rapport du CREM.

Voici ce que les gens de l'est de Montréal veulent: Ils sont tannés des farces et des folies du ministre. Le ministre va-t-il répondre au rapport CREM? Est-ce que la signature de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis va empêcher le gouvernement d'effectuer une des propositions faites par le Comité de l'est de Montréal, soit d'établir une politique préférentielle d'achat en matière de transport ferroviaire? Le gouvernement, malgré la signature de l'Accord de libre-échange, va-t-il pouvoir installer une politique pour créer des emplois dans l'est de Montréal afin de protéger des «jobs» dans le domaine du transport ferroviaire? Oui ou Non?